

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



UEC1 1377



Distr.
GENERALE
A/32/486
18 décembre 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Points 70 et 100 de l'ordre du jour

COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1978-1979

Incidences administratives et financières du projet de résolution
recommandé par la Deuxième Commission (A/32/456, par.9)

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Peter G. BELYAEV (République socialiste
soviétique de Biélorussie)

1. A sa 65ème séance, le 15 décembre 1977, la Cinquième Commission, conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, a examiné l'état des incidences financières (A/C.5/32/93) du projet de résolution relatif à la coopération économique entre pays en développement, recommandé par la Deuxième Commission (A/32/456, par.9).
2. Dans l'état qu'il a présenté, le Secrétaire général indiquait que les incidences financières du projet de résolution recommandé par la Deuxième Commission s'établiraient à 221 000 dollars, ce montant représentant le coût de la création de 3 postes permanents (P-4) et de 2 postes d'agents des services généraux et les frais de voyage estimés à 20 000 dollars.
3. Dans une déclaration orale, le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé l'approbation de 2 postes P-4 et d'un poste d'agent des services généraux seulement. En conséquence, le Comité consultatif recommandait à la Cinquième Commission d'informer l'Assemblée générale qu'au cas où elle adopterait le projet de résolution recommandé par la Deuxième Commission, un crédit supplémentaire de 120 000 dollars devrait être ouvert au chapitre 11A du budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979. En outre, un crédit supplémentaire de 31 500 dollars devrait être ouvert au chapitre 25 au titre des contributions du personnel, mais il serait compensé par un montant équivalent à inscrire au chapitre premier des recettes.

4. Les observations faites au cours du débat sur cette question sont consignées dans le compte rendu analytique de la séance (A/C.5/32/SR.65).

DECISION DE LA CINQUIEME COMMISSION

5. A la même séance, la Cinquième Commission a décidé, sans opposition, d'informer l'Assemblée générale que, si elle adoptait le projet de résolution recommandé par la Deuxième Commission (A/32/456, par.9), il faudrait inscrire un crédit supplémentaire de 120 000 dollars au chapitre 11A du budget-programme pour l'exercice 1978-1979, ainsi qu'un crédit de 31 500 dollars au chapitre 25 au titre des contributions du personnel, ce montant étant cependant compensé par une augmentation de même montant au chapitre premier des recettes.
